



A Lyon, le 3 juillet 2023

187 montée de Choulans
69005 LYON
33 (0)6 18 91 78 47
man@nonviolence.fr
<http://nonviolence.fr>

On ne doit pas mourir pour refus d'obtempérer !

La révolte populaire vis à vis du meurtre de Nahel est légitime, mais pas la destruction, les flammes, le pillage, la violence. Cela réduit encore les services aux habitants des quartiers déjà fragilisés.

Nous, qui avons participé ou soutenu la marche non-violente pour l'égalité et la dignité de 1983 demandons à ce que l'on « écoute » la violence et souhaitons des mesures radicales pour éradiquer toutes les injustices qui poussent des jeunes dans une colère telle qu'ils s'en prennent à notre organisation sociale.

Les jeunes subissent trop souvent des a priori, le délit de faciès et des contrôles en permanence, des discriminations pour l'emploi, le logement, la formation. Le chômage, la précarité, l'insécurité, les violences intrafamiliales, le commerce de la drogue, le décrochage scolaire détériorent les relations sociales, les relations avec les institutions et les relations avec la police. Nous qui travaillons avec des habitants, des élus, des jeunes dans les quartiers, nous connaissons les problèmes. Nous disons stop à la violence et stop aux pratiques économiques et sociales dégradantes pour les habitants.

Évidemment, ce n'est pas simple pour les forces de l'ordre d'intervenir dans ces quartiers. La délinquance existe, elle doit être jugée et sanctionnée. Il y a aussi beaucoup d'incivilités, mais la répression n'apporte pas les réponses de fond qui sont indispensables.

Nahel ressemblait à beaucoup de ces jeunes des grands quartiers populaires de France. Non, il n'est pas normal qu'un jeune de 17 ans conduise une voiture alors qu'il n'a pas le permis, non, il n'est pas acceptable de refuser d'obtempérer à la police. Mais il est intolérable et illégal qu'un policier utilise une arme pour un délit routier ! Les policiers doivent respecter la loi, et respecter tout habitant sans discrimination.

Notre engagement dans la non-violence nous amène à travailler pour une médiation entre les jeunes, les habitants et les institutions, et nous constatons la difficulté de travailler avec la police.

Nous demandons une réforme profonde du fonctionnement et de la formation de la police. Nous demandons la révision de la loi de 2017 sur l'utilisation des armes. Nous demandons que l'IGPN soit remplacée par une institution judiciaire indépendante. Nous demandons que soient développées des actions éducatives pour responsabiliser les jeunes sur les conséquences de leurs actes.

Enfin, pour ne pas laisser croire que "seule la violence paye", nous demandons à l'État de prendre en considération les demandes des nombreux citoyens responsables qui utilisent des méthodes non-violentes pour se faire entendre.